

# Les Services Spéciaux de la Défense Nationale pendant la guerre 1939-1945 (SR Terre)

Category: 1935-1940,1940-1942,1940-1944 : Résistances en France,1942-1945,1944 : Débarquements en France,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Guerre d'Indochine (1946-1954),L'action des services avant et après 1942,Les rapports avec la France Libre,Les rapports avec les autres réseaux,Où étaient les agents des Services spéciaux avant 1942 ?,Pourquoi la résistance des Services spéciaux est-elle si mal connue ?,Qu'est-ce que les T.R. ?,Renseignement,Services allemands,Source MAD,SR Guerre (Kleber)  
29 octobre 2021

## **Le S.R. TERRE**

Au moment où un peu partout sont célébrées les grandes dates de la récente Histoire de France, il nous a paru nécessaire de rappeler à nos adhérents l'oeuvre accomplie par les Services Spéciaux de la Défense Nationale et, particulièrement, par les S.R. « Terre », « Air », « Marine »,

De nombreux Bulletins précédents ont consacré au C.E. et à la S.M. de longues pages et nous ne reviendrons pas, du moins pour l'instant, sur l'action (les Services de Sécurité Militaire et des T.R. au cours de la dernière Guerre Mondiale.

Nous commençons donc aujourd'hui par la publication d'un travail effectué par le Colonel SIMONEAU et qui porte sur le Service de Renseignements de l'Armée de Terre et son Réseau clandestin « Kléber ».

## **LE S.R. DE L'ARMEE DE TERRE**

Le souci du renseignement a toujours hanté les Chefs d'Etat. Sous l'Ancien Régime, les Rois de France ou leurs Premiers Ministres ont toujours eu un cabinet noir, et ont employé à des missions spéciales précises, des personnages dont la petite histoire surtout a conté les aventures plus ou moins romancées.

Ce n'est que sous le Premier Empire et pour des fins aussi bien opérationnelles que politiques, que le besoin d'une organisation se fit sentir.

Le Baron VIGNON reçut en effet mission de créer et de mettre en oeuvre un Service secret chargé de la recherche et de la centralisation du renseignement, l'Empereur se réservant personnellement l'interprétation et l'exploitation.

De 1814 à 1870 on reprit les errements antérieurs,

mais en présence, du danger que constituait le Reich allemand, et dans un but préventif on créa en 1873 au 2ème Bureau de l'E.M.A., une section de recherche qui, avec des fortunes diverses répondit à ce que le haut commandement de l'Armée française en espérait, et qui par la suite fut appelée couramment le « S.R. ».

Lors de l'entrée en guerre de 1914 le S.R. comptait, face à l'Allemagne trois postes installés respectivement à Mézières, Nancy et Belfort, mais ce dernier mieux placé à l'aile du dispositif des Armées, absorba les moyens des deux autres, et renseigna constamment le commandement sur le potentiel de guerre du Reich, et sur les activités de ses grandes unités au-delà des fronts de contact.

La victoire de 1918, la création de la S.D.N., les conférences de désarmement, la limitation des forces allemandes à une Reichwehr de cent mille hommes, l'activité des commissions de contrôle, tout cela diminua considérablement l'audience que le S.R. avait su acquérir pendant les hostilités.

Il fallut l'avènement d'HITLER à la tête du Troisième Reich, et la création de l'Axe pour qu'en face du nouveau danger, on se décidât à donner au S.R. des moyens mieux adaptés à la situation.

### **1939- 1940**

L'Anschluss de l'Autriche, l'affaire des Sudètes, l'occupation totale de la Tchécoslovaquie, les préparatifs face à la Pologne, la construction de la ligne Siefried, qui s'inscrivaient dans le temps avec le triplement du nombre des grandes unités, la création d'une force offensive de Trois Corps d'Armée (XIVe, XVe, XVIe) groupant les divisions motorisées, mécanisées et blindées, accrue par la mise sur pied de deux C.A. en Autriche et un en Tchécoslovaquie furent suivis de près et signalés, dès les premiers indices, dans les délais les plus courts par le S.R. qui au 1er septembre 1939 comprenait :

- Une Direction Centrale, articulée :
- Section de Commandement,
- 3 Sections géographiques (1),
- 1 Section scientifique et économique,
- 1 Section moyens techniques et recherches,
- 1 Section radio, photo, correspondances spéciales,

- 1 Section Marine,
  - 1 Section Air.
  - Six postes principaux :
    - BENE à Lille, - BREM à Metz,
    - SCM à Belfort, - SER à Marseille,
    - SDRC à Toulouse, - SEA à Alger,
- ayant une composition à peu près semblable à celle de la Direction centrale mais avec une seule section géographique, la mission étant à la fois définie et localisée <sup>(2)</sup>.

Chaque poste actionnait un nombre variable d'annexes légères à proximité des passages de frontière.

- Des postes extérieurs installés dans la plupart des capitales.

Ce dispositif toutefois devait être remanié dès l'entrée en guerre, en raison de la création d'un « front » en principe imperméable. Le BREM de Metz se dessaisit d'une partie de ses moyens, au profit de deux postes d'aile BENE et SCM et de certains postes extérieurs, et devint BREP, poste accolé à l'échelon central.

Le BREP, enrichi d'une importante section économique et scientifique, fut chargé de la recherche à longue portée, en utilisant les plateformes constituées par les pays non belligérants.

Cette organisation permettait de répondre aux besoins de la conduite des opérations, et compte tenu du tempérament du Führer, un accent particulier fut mis sur tous les indices de préparatifs offensifs.

Le regroupement de troupes de toutes armes autour des formations blindées des W.K. (régions territoriales du Reich), l'accélération de l'instruction dans les camps, le remplacement dans les unités statiques d'hommes jeunes par des recrues âgées <sup>(3)</sup>, signalés opportunément, montrèrent au Commandement que les Nazis n'avaient nullement l'intention de se limiter aux succès remportés sur la Pologne, et à des joutes oratoires par le truchement de Radio - Stuttgart.

Le rassemblement de forces importantes au Sud du Jutland, signe avant-coureur de l'invasion du Danemark, puis de la Norvège, bien que signalé au fur et à mesure de son exécution parut invraisemblable.

Il en fut de même plus tard, lorsque de plusieurs sources, on connut le déploiement de nombreuses

formations blindées dénombrées et identifiées devant les frontières hollandaise, belge et luxembourgeoise.

Pendant la retraite de mai - juin 1940, le BREP absorba la plupart des éléments S. R. repliés du Nord, et tout comme ses voisins BENE et SCM mena le difficile combat du renseignement en manoeuvre rétrograde.

La bataille était perdue, mais le contact de l'adversaire par le renseignement était étroitement maintenu.

### **JUIN 1940 - NOVEMBRE 1942**

La situation de fait créée par l'armistice de juin 1940 ne modifia en rien l'activité du S. R. dont le principal objectif resta la Wehrmacht.

La ligne de démarcation qui coupait la France en deux ne fut pas longtemps une gêne. Elle favorisa la réorganisation du Service et le resserrement des liaisons avec les alliés.

Le jour même où l'armistice devenait effectif, des postes légers fonctionnaient déjà à Saint-Justin (Landes), Langon (Gironde), Périgueux (Dordogne), Châteauroux (Indre), Mâcon (Saône-et-Loire).

Le 15 juillet, l'ensemble du S. R. avait repris dans la clandestinité une activité normale.

Direction P 1 Vichy-Chamalières (Puy-de-Dôme )

P 2 (ex. BREP) Vichy

P 3 (ex. BENE) Limoges

P 4 (ex. SCM) Lyon

P 5 (ex. SER) Marseille

P 6 (ex. SDRC) Toulouse

P 8 Rabat

P 9 Tunis

P 10 (ex-SEA) Alger

P 12 Liban-Syrie

Le 1er août 1940 des antennes étaient déjà en place à Paris, Marmande, Montmorillon, Châteauroux, La Madeleine (Moulins), Chalon-sur-Saône, Mâcon.

Le nombre de ces antennes se multiplia progressivement tant en zone occupée que sur la ligne de démarcation, et en juin 1941, grâce à un jeu de « boîtes aux lettres » et de filières d'acheminement dues à des concours bénévoles, les bulletins de renseignements parvenaient à

destination souvent plus rapidement que par les voies régulières.

Malgré un camouflage très poussé l'ordre de bataille de la Wehrmacht était entièrement connu. Quant aux mouvements de troupe et de matériel par voie ferrée, ils étaient signalés par les ingénieurs et cadres de la S.N.C.F. avant leur exécution avec toutes les précisions de dates et lieux d'embarquement, de débarquement ou de dernier transit vers des destinations lointaines (4).

Les ingénieurs des P.T.T. affectés aux lignes souterraines à grandes distances permirent malgré de gros risques, d'intercepter les communications téléphoniques protégées du commandement allemand. Cette opération (5), réalisée à Noisy-le-Grand puis à Livry-Gargan, sous la dénomination de « source K » donna des résultats exceptionnels en quantité et en qualité.

Pendant toute l'année 1942 (6) . un simple accident causa sa fin, car sa réalisation ne fut jamais détectée par les services secrets allemands. Création, identification, localisation, mouvements de grandes unités, mise au point de matériels nouveaux, activités de la Gestapo, inquiétudes et récriminations du Haut Commandement, étaient devenus une pâture quotidienne dont nos alliés étaient les grands bénéficiaires, grâce à des liaisons sûres et rapides.

Outre les liaisons régulières clandestines (radio, courriers spéciaux)

sur lesquelles nous ne nous étendrons pas par discrétion, l'essentiel des renseignements recueillis par le S. R. (comme par le C.E. d'ailleurs), était instantanément acheminé chez les alliés par les voies ci-après :

- Délégation des U.S.A. à Vichy Major Bob SCHOW, Capitaine de Vaisseau SALABOT.
- Délégation des U.S.A. à Berne Attaché Militaire LEGGE.
- Ministre du Canada à Vichy : M. DUPUIS, Capitaine Aviateur CASSIDI .

Enfin, les valises diplomatiques étaient largement utilisées. Nous citerons pour mémoire simplement celle qui s'est rendue au Portugal, acheminée de temps en temps par l'actuelle Mme BIDAULT.

## **NOVEMBRE 1942 - AOUT 1944**

L'occupation totale du territoire donna lieu à des remaniements importants dans le S.R. de l'Armée de Terre.

Les postes et leurs antennes passèrent dans la clandestinité totale ; les personnels qui faisaient l'objet de recherches précises de la Gestapo furent dirigés sur l'A.F.N. ; la Direction centrale se transporta à Alger avec son Chef le Colonel Louis RIVET. Cet exode a fait l'objet de récits dans nos précédents Bulletins (tel le Bulletin n° 5). Nous n'y reviendrons pas.

Le transfert était indispensable. Il ne fut réalisé qu'à la dernière limite du possible, après mise en place du Central clandestin (KLEBER) que dirigeait le Colonel DELOR et l'adaptation des liaisons radio à la situation nouvelle.

Les ressources en personnel qualifié, existant en A.F.N. furent rapidement drainées pour faire face aux impératifs nouveaux :

- Liaison avec le Commandement français et allié d'A.F.N. ;
- Participation effective à la campagne de Tunisie ;
- Préparation des campagnes futures ;
- Intensification des liaisons avec la France clandestine, et avec les postes extérieurs (ceux-ci officiellement couverts par le Gouvernement de Vichy purent continuer de remplir leur mission, sauf celui de Bucarest qui rompit dès le 8 novembre 1942. L'acheminement des renseignements put se faire sans perte de temps grâce à la complaisance des Alliés, et à la tolérance des autorités locales ;
- Utilisation intensive de la plateforme ibérique ;
- Liaison avec les S.R. alliés (U.S. : Colonel EDDY ; GRANDE-BRETAGNE : Brigadier CODRINGTON ; POLONAIS : Colonel SLOWIKOWSKI).

Ainsi s'installa à Alger, rue Charras, dès la fin de 1942, la Direction des S.R. et S.M., rattachée directement au Commandant en Chef, le Général GIRAUD, installé au Palais d'Eté. Le Colonel du CREST de VILLENEUVE prit la direction du S.R. TERRE, le Colonel RONIN celle du S.R. AIR, le Capitaine de Corvette TRAUTMANN la direction du S.R. MARINE.

Le 3 janvier 1943, le Commandant PAILLOLE prenait à son tour la direction des Services de Sécurité Militaire et de C.E. et s'installait à EL-

BIAR (Villa Jaïs) où déjà le Lieutenant-Colonel CHRETIEN dirigeait les services de C.E. d'A.F.N.

Aucun problème majeur ne se présenta par rapport au Commandement et aux Alliés, les chefs du S.R. bénéficiant déjà d'une large audience. Les crédits financiers, aériens et maritimes nécessaires furent obtenus sans la moindre difficulté.

\*\*\*

Le poste de TUNIS, sous l'autorité du Lieutenant-Colonel KIEL s'installa au KEF pour la campagne de TUNISIE et découpla des antennes à BEJA, TEBOURSOUK, MAKTAR, THALA.

En outre, deux missions clandestines, respectivement aux ordres des Capitaines LACAT et PERRUSEL fonctionnèrent sur les arrières ennemis.

Par leur activité, ces éléments, auxquels il convient d'ajouter les moyens techniques de recherche du Commandant BLACK, installé à Alger, permirent un contrôle permanent de la 5ème Armée, et des débris de l'Afrika Korps, avec pour aboutissement la reddition en rase campagne du Général von ARNIM.

Renforcée par quelques officiers évadés de France, la Direction du S.R. fut à même de créer une section d'instruction et de montage d'opérations clandestines, dont la CORSE, la SARDAIGNE et l'ITALIE, furent les premiers objectifs. Ce furent les missions : DESAULE, CHOPITEL. GRIFFI, COLONNA D'ISTRIA, entre autres.

Des antennes opérationnelles, adaptées respectivement aux C.E.F. du Général JUIN (Capitaine WEIL, Lieutenants ZUNDEL, SIMA, FREY, ROCARD) et au détachement de libération de la Corse (Capitaines HAGE, ZIMPFER, LOECHER), outre leur part indéniable aux succès, lancèrent une série de missions sur l'île d'Elbe et l'Italie du Nord.

Mais la préparation des opérations de libération du territoire national resta la préoccupation principale des chefs du S.R. à Alger. Leur atout maître était le S.R. clandestin KLEBER.

Après l'éphémère direction du Colonel DELOR, celui-ci avait subi, en 1943, quelques coups

durs (arrestations des Colonels LOMBARD, PELLISSIER, BERTRAND, Commandants HENRY, SCHMITT, Capitaines MAUER, BOUREAU, MISOFFE, notamment) et le problème de son commandement s'était posé à deux reprises. Finalement c'est au Commandant LOCHARD qu'échut cette lourde responsabilité. Jeune, mais déjà chevronné, prudent, bon technicien, celui-ci avait pris, en accord avec Alger, des dispositions qui lui permettaient de faire face aux besoins des forces alliées dans la triple éventualité de débarquements simultanés ou successifs sur les côtes de la Manche, de l'Atlantique ou de la Méditerranée.

Il lui fallait compléter et étoffer son dispositif, ce qui fut fait en implantant par atterrissages clandestins, parachutages, voie sous-marine, ou voie terrestre via Espagne, des équipes nouvelles bien pourvues en moyens de travail, et disposant de refuges sûrs.

Ainsi furent lancées d'Alger ou de Londres, sept missions de septembre 1943 à juin 1944 : « GALLIEN », couloir Rhodanien ; « ISIDORE », Bourgogne, Franche-Comté ; « PERNOD », Bourbonnais, Charolais ; « PIERRE », Plateau Central ; « CATINAT », Hautes et Basses-Alpes, Isère, Drôme ; « SCALA », Ile-de-France, Normandie ; « PANZER », Poitou, Charentes, Aquitaine. Deux autres au début d'août 1944 : « JORXEY », Doubs, Haute-Saône, Belfort ; « CAROLLES », Jura, Doubs.

L'hypothèse d'un débarquement en péninsule balkanique n'était pas écartée. Toutefois ce territoire dont la situation politique était encore incertaine était l'apanage des grands alliés. Il n'y fut envoyé que deux missions dans la région de LJUBLIANA, en complément de celles qui opéraient en Italie du Nord et en vue de pénétrer le dispositif allemand dans la partie sud du Reich.

L'acheminement des courriers, les liaisons d'officiers complétant des contacts radio pratiquement permanents en dépit des activités allemandes de repérage par radio - goniométrie, permirent au Haut Commandement allié de choisir en toute connaissance de cause, les lieux et dates des débarquements. Les organisations de défense côtière étaient connues du S.R. Terre dans tout leur détail, ainsi que l'ordre de bataille des armées d'occupation, de sorte que les débarquements du 6 juin 1944 et du 15 août en Normandie et en Méditerranée connurent une fortune qui combla les espérances les plus optimistes.

## **AOUT 1944 - MAI 1945**

La continuité de la recherche était un impératif, comme aussi la jonction effective avec les équipes clandestines et la liaison permanente avec la Sécurité Militaire (opérationnelle et territoriale) et les équipes C.E. (T.R.).

La création du S.R.O. (S.R. Opérations), formation de marche du S.R. fut ainsi décidée en mars 1944. Le Commandant SIMONEAU eut la charge de cette lourde responsabilité.

Débarqué avec les premiers éléments de l'Armée de LATTRE, le S.R.O. ne comprenait initialement que trois antennes provenant des éléments qui opéraient en Italie et en Corse (un détachement léger aux ordres du Capitaine DOUIN opéra en outre à la demande des alliés avec la T. Force U.S.).

Dès la libération de Marseille, il se grossit des équipes clandestines dont la mission était achevée et qui furent rapidement adaptées à la recherche en guerre de mouvement.

La jonction avec le S.R. KLEBER devint effective à l'arrivée de l'Armée à Mâcon.

La stabilisation de la Première Armée à BESANÇON permit de réaliser:

- Une intégration plus étroite des anciennes équipes clandestines
- Une mise en place d'agents dans la trouée de Belfort et en Haute Alsace
- L'adaptation d'une importante équipe à la VII e Armée U.S. (S.D.A.7) ;
- L'établissement d'une liaison avec une formation du S.R. français de Londres (Colonel RETHORE) qui opérait avec la III e Armée U.S.
- La création d'un centre d'instruction et d'une section de recherche du renseignement scientifique - L'utilisation de la plateforme helvétique pour la pénétration en Allemagne du Sud.

L'adaptation des antennes à toutes les grandes unités engagées s'avéra particulièrement efficace, tant pour la diffusion du renseignement, que pour la mise en place des agents par infiltration, ou pour le recueil de ceux-ci.

Une antenne fut laissée sur le front des Alpes et

une autre participa aux opérations du front Atlantique.

Bien que disposant de l'O.S.S. - G2, le Commandement américain qui constatait la qualité des renseignements portant l'attache du S.R.O., donna les plus grandes facilités matérielles aux éléments français qui opéraient dans sa zone et qui initialement n'étaient adaptés qu'à la 2ème D.B. du Général LECLERC.

Il fallait faire vite. Profitant de la confusion qui régnait en Allemagne, des agents (transfuges de la Wehrmacht et volontaires français) furent poussés jusqu'au coeur du Reich, mais la nécessité de recueillir le renseignement et de le transmettre dans les plus courts délais amena certains officiers à pousser des pointes audacieuses à l'intérieur du dispositif ennemi, et même à prendre des initiatives particulièrement risquées.

Le 8 mai 1945, le S.R.O. partout en liaison avec les S.M. ou le C.E. était déployé comme suit :

- P.C. arrière : KARLSRUHE ;
- P.C. avant : UBERLINGEN ;
- Antennes à: CONSTANCE, LINDAU, DORNBIRN, FELDKIRCH, BERCHTESGADEN, DEGERLOCH, LEIPZIG.

Ce dispositif, par la suite, fut réajusté en raison de :

- La répartition des zones d'occupation entre les Alliés ;
- La démobilisation du personnel appartenant aux réserves ;
- La création d'un S.R. en zone française d'occupation en Autriche ;
- L'envoi de volontaires en Indochine.

Au 1er août 1945, transporté à Baden-Baden, le S.R.O. devenu direction du S.R. en Allemagne était articulé en deux sous-directions :

- S.D. Nord : à LANDAU (PFALZ) ; Antennes : à COBLENCE - WORMS.
- S.D. Sud : à SCHEWENINGEN (WURTEMBERG) ; Antennes : à TUBINGEN (DORNBIRN).

Pendant ce temps, à Paris, la Direction Générale des Services Spéciaux (D.G.S.S.), dirigée par M. SOUSTELLE, s'était installée fin août 1944, boulevard Maunoury et boulevard Suchet.

Des considérations qui n'avaient rien à voir avec la technique de la Recherche du Renseignement avait peu à peu écarté de leurs postes les anciens chefs des S.R. Guerre et Aviation (7).

Une organisation nouvelle « chapeautait » les Services Spéciaux sur l'impulsion des Colonels DEWAWRIN et MANUEL.

En fait, les éléments centraux des anciens S.R. s'étaient effacés au bénéfice des équipes du B.C.R.A, de Londres et d'Alger. Seul le C.E. (S.M. et T.R.) avait conservé la direction et la structure mises sur pied à Alger par le Commandant PAILLOLE.

Rattachés à la Présidence du Conseil, et non plus au Commandement en Chef, les Services Spéciaux devaient encore subir dès 1945 une transformation profonde.

La guerre s'achevait.

La D.G.S.S. disparaissait à son tour et faisait place à la D.G.E.R. (Direction Générale des Etudes de Recherches), sous la Direction du Colonel DEWAWRIN (PASSY).

Plus tard encore la D.G.E.R. devait laisser la place au S.D.E.C.E.

## **CONCLUSION**

La meilleure conclusion qui puisse se tirer de l'exposé précédent est sans aucun doute de tenter de résumer les résultats obtenus.

Nous empruntons au Général NAVARRE, ancien chef de la Section Allemande du S.R. et du Deuxième Bureau du Général WEYGAND, l'exposé succinct qui suit :

### ***I. - Résultats obtenus avant la guerre***

Le S.R. disposait d'un remarquable réseau d'informateurs. Certains admirablement placés.

La plupart avaient été recrutés de longue date, certains même pendant l'occupation de la rive gauche du Rhin, après 1918. Ils continuaient à travailler malgré les conditions très difficiles créées par l'avènement du nazisme. Le recrutement, depuis 1935, était devenu très ardu, mais continuait.

La reconstitution de l'armée allemande a été suivie du début à la fin sans aucune lacune dans aucun domaine.

Les grands événements politico-militaires ont tous été décelés à temps, et la plupart avec une très grande précision.

Le Commandement français et par conséquent le Gouvernement en furent avisés dans des conditions de temps permettant les meilleures exploitations :

- Réoccupation de la rive gauche du Rhin ;
- Anschluss ;

- Occupation de la Tchécoslovaquie ;
- Tractations russo-allemandes ;
- Concentration sur la Pologne ;
- Menace sur Dantzig, etc. etc.

Au surplus toute cette phase de l'activité du S.R. apparaît parfaitement dans le livre du Chef du Deuxième Bureau de l'Etat-Major de l'Armée de cette époque, le Général GAUCHE :« Le Deuxième Bureau au travail ».

Nul témoin n'était plus qualifié pour informer l'opinion de l'oeuvre magistrale accomplie avant la guerre par le S.R.

## ***II. - Résultats obtenus pendant la « drôle de guerre »***

S'il était besoin d'un témoignage irréfutable de l'action du S.R., pendant cette période, il conviendrait de se reporter aux archives de la Cour de Riom. Le Président CAOUS et le Procureur Général CASSAGNEAU ont confirmé les indications qui vont suivre et rendu un éclatant hommage à la clairvoyance du S.R.

- La mobilisation de l'armée allemande a été suivie unité par unité, sans aucune lacune ni erreur.
- Il en fut de même de la concentration des unités allemandes face à la Pologne, d'une part, à la France, au Danemark, à la Belgique et à la Hollande, d'autre part.
- La répartition des forces a toujours été parfaitement indiquée au Haut Commandement Français, pendant la campagne de Pologne, pendant l'intervalle des campagnes de Pologne et de France.

Le transfert vers l'Ouest des grandes unités ayant pris part à la campagne de Pologne a été suivi intégralement par le S.R. Français, sans que jamais une grande unité allemande eût été perdue de vue pendant plus de 24 heures.

- Le dispositif allemand à la veille du 10 mai 1940 était connu dans les moindres détails, ainsi que les possibilités de manoeuvre qu'il portait en germe.
- La date et le lieu de l'attaque du 10 mai 1940 ont été communiqués au Commandement Français avec quelques réserves dès la fin mars 1940, et, avec certitude dès avril 1940.
- La constitution des armées de terre et de l'air allemandes a été tenue à jour sans lacune et cela aussi bien pour leur composition que pour leur équipement et leurs armes, et, pour si paradoxal

que cela puisse paraître, le S.R. français a donné de l'armée allemande une description plutôt surévaluée : c'est ainsi que le nombre de chars des divisions blindées allemandes a été surévalué de 10 à 15 %, du fait que les sorties d'usine étaient en retard sur les prévisions.

- Au cours de la campagne de France l'essentiel des mouvements allemands a été identifié de bout en bout. En particulier chaque division blindée a été suivie sans aucune erreur grâce à l'interception et à l'exploitation de tous les messages de commandement des grandes unités allemandes. Ainsi purent être annoncées et décrites : l'attaque sur la Meuse, la marche vers la Manche, les regroupements en vue des attaques sur la Somme, en Champagne, etc., etc.

*Il est permis d'affirmer avec le Général WEYGAND et la Cour de Riom, que le S.R. a admirablement rempli sa mission et qu'il n'a aucune responsabilité dans le désastre de 1940.*

### **III. - Résultats obtenus pendant l'occupation**

Jamais le travail sur l'Allemagne et l'Italie n'a été interrompu, ni diminué le rendement du S.R. L'ordre de bataille de l'ennemi fut constamment tenu à jour avec une précision quasi absolue.

L'acharnement de l'Abwehr et de la Gestapo à poursuivre et à détruire les postes du S.R. KLEBER, serait s'il le fallait, une preuve supplémentaire de l'efficacité du S.R. TERRE et de l'aide décisive apportée par lui au Haut Commandement allié jusqu'à la Libération du Territoire.

*Ainsi il est possible d'affirmer que le S.R. (et le C.E.) ont été les premiers en date des réseaux de résistance et nous ajoutons que ce ne fut que normal.*

\*\*\*

*Il nous paraît intéressant, à propos de cette période de l'action S.R. dont l'utilité a été si souvent contestée par les détracteurs de nos Services, de compléter l'exposé du Colonel SIMONEAU par ce témoignage <sup>(8)</sup> du Général WEYGAND - en date du 31 mars 1949. Nous le devons à l'obligeance du Colonel GASSER :*

*« ...Les Services de Renseignements ayant été supprimés par les Allemands, il n'existait officiellement à mon Etat-Major qu'un Deuxième*

*Bureau (dirigé par le Commandant NAVARRE).*

*Le S.R. était donc clandestin...*

*Il y fonctionnait un système ayant pour but de transmettre dans les plus courts délais à la force d'intervention de Malte tous les renseignements recueillis par les postes établis sur la côte orientale de Tunisie et par l'aviation de Tunis sur les convois allemands et italiens se dirigeant vers la Tripolitaine en suivant les côtes françaises. Les renseignements transmis furent nombreux et aboutirent à la destruction d'un certain nombre de ces navires.*

**NOTES :**

**(<sup>1</sup>)** *A - Allemagne - Europe centrale. B - Italie - Europe méridionale - Méditerranée. C - U.R.S.S. - Japon - Chine.*

**(<sup>2</sup>)** *Priorités pour les 3 premiers postes :*

*BENE 6° et 10° W.K. (de MUNSTER et BREME).*

*BREM 12, et 9° W.K (de MAYENCE et KASSEL.*

*SCM 7° et 5° W.K. (de MUNICH et STUTTGART).*

**(<sup>3</sup>)** *Personnels qui par suite du traité de 1919 n'avaient pas fait de Service Militaire.*

**(<sup>4</sup>)** *Les transports routiers de ravitaillement étaient imposés dans la plupart des cas aux transporteurs routiers français. Ceux-ci groupés en C.O.T.R. (Comité d'Organisation des Transports Routiers) sous la présidence de M. Robert SIMON, se mirent spontanément à la disposition du S. R.*

**(<sup>5</sup>)** *Conception et réalisation Ingénieurs COMBAUX et KELLER. Exploitation JUNG, ROCARD, RIESS.*

**(<sup>6</sup>)** *La source « K » ne fut découverte que le matin de Noël 1942 par un détachement de Landeschützen qui prospectait des cantonnements.*

**(<sup>7</sup>)** *Le Général Louis RIVET a largement exposé dans des Bulletins antérieurs les conditions souvent décevantes et irritantes de ces transformations.*

**(<sup>8</sup>)** *Témoignage et documents recueillis par la Commission d'Enquête parlementaire (Tome VI, pages 1660 et 1661).*

Sources : Bulletins N° 43 et 44

---

# Hommage à Dewavrin, alias Colonel Passy

Category: 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Colonel Passy (André Dewavrin), Extraits de bulletin, Général Louis Rivet, Hommages et discours, Renseignement  
29 octobre 2021

Je ne l'avais pas revu depuis de longues années. Victime de graves atteintes vasculaires, il évitait les contacts extérieurs. J'ai ressenti péniblement sa mort, le 21 décembre 1998. C'est la dernière pièce maîtresse du BCRA qui s'écroule et avec elle c'est une page de notre histoire secrète qui se tourne, sans qu'il ait pu, ou voulu, en écrire toutes les vérités.

Contrairement à ce que nombre d'historiens ou journalistes ont laissé entendre, les " rivalités " de façade entre les services traditionnels et ceux de Londres, n'ont jamais empêché, sur le champ de bataille clandestin, une complémentarité d'efforts et une solidarité de tous les instants.

Je sais les sournoises rumeurs propagées, les accusations gratuites et infâmantes, parfois colportées tendancieusement, pour nuire à nos anciennes maisons, sans pour autant donner du prestige au BCRA.

Maintes fois j'ai regretté que Passy, lui-même, prête une oreille à ces mensonges et n'ait pas vérifié la valeur de ses sources d'information ni cherché à mieux connaître nos rigoureuses attributions.

Je l'ai rencontré pour la première fois à Londres entre la Noël 1942 et le premier de l'an 1943. Il était venu me saluer dans le bureau que l'I.S. m'avait octroyé lors de mon évasion de France.

Après s'être informé de mes intentions et offert d'adhérer à la France Libre avec un grade supérieur, il m'avait affirmé son désir de collaboration. Il comprenait d'autant mieux ma volonté de développer officiellement et clandestinement nos services et réseaux de sécurité et de contre-espionnage, que le BCRA n'avait rien d'équivalent à m'opposer.

Nous nous étions quittés, résolus l'un et l'autre à concrétiser nos engagements d'union. C'était sans compter avec les rivalités croissantes des Généraux Giraud et de Gaulle...

Pendant plus d'un an, nos contacts se sont éloignés. Alimentés par les rumeurs imbéciles et partisans, ils ont pris des allures parfois conflictuelles à Alger.

Ambitieux, à l'égal de son chef, le BCRA entendait affirmer une suprématie qui ne justifiait ni sa compétence en matière de Renseignement, ni le savoir-faire de ses composants.

Il fallut la diplomatie de Frenay et la souplesse de Soustelle pour mettre un frein au déchaînement des passions et aboutir à une sorte de fusion qui ruina la santé de notre patron, le Général Rivet.

Après la libération de notre Patrie, nous nous sommes ouverts de tout cela, Passy et moi.

Certes mon camarade ne niait plus la valeur du professionnalisme de nos cadres. La preuve en est qu'éphémère patron du S.D.E.C.E., il fit appel à mes compagnons pour tenir les commandes de cette nouvelle organisation.

Pas davantage, il ne niait la qualité du travail de recherche et de sécurité de nos anciennes maisons, avant et pendant la Deuxième Guerre Mondiale. Il nous " reprochait " notre trop grande bienveillance à l'égard de nos alliés britanniques et nous soupçonnait d'avoir intrigué pour diminuer l'influence du BCRA à leurs yeux.

Pensées médiocres, surprenantes chez cet homme intelligent, cultivé, méthodique dont l'action courageuse et obstinée a aidé à surmonter les désordres de la Résistance pour contribuer aux succès des opérations de libération de notre territoire.

A la fin des années quarante, il dut quitter les Services Spéciaux dans le fracas de scandales moraux et financiers. Trop vite sans doute, car, visionnaire avisé, il avait compris la nécessaire évolution des Services Secrets en fonction d'une conjoncture nouvelle et leur indispensable adaptation aux méandres variés de notre Défense.

---

## [Le plan d'invasion allemande de 1940 était connu du SR français](#)

Category: 1940 : Invasion de la France, 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Renseignement, Services allemands  
29 octobre 2021

*Parmi les événements qui ont, semble-t-il, " surpris " les Français. il en est un qui demeure toujours d'actualité par ses tragiques et innombrables conséquences, c'est l'invasion éclair de la France par l'Armée allemande au printemps 1940. Bien des fois nous avons prouvé que le Commandement (et le Gouvernement) français avaient été prévenus par les Services Spéciaux de cette éventualité.*

### **Par le Colonel DOUDOT**

Sur ordre du Colonel PAILLOLE, j'avais passé le mois de janvier 1940 en Hollande avec la mission d'y réorganiser nos réseaux CE.

Un de mes amis néerlandais (ma femme, belge d'origine hollandaise, avait de nombreux parents dans ce pays), me communiquait bénévolement tous les mois, depuis longtemps avant la guerre, les originaux des circulaires secrètes de la Gestapo (listes d'agents français et alliés arrêtés ou recherchés en Allemagne et aussi des renseignements militaires et des photographies (les ouvrages de la ligne Siegfried de la région d'Aix-la-Chapelle)

D'accord avec ma direction, je rédigeais des extraits de ces listes à l'intention des S.R. et C.E. belges.

Le 14 février 1940, j'étais en mission de liaison de ce genre à Bruxelles où j'apprenais l'aventure de l'avion allemand qui s'était posé par mégarde, le 11 février, sur la neige dans la ligne défensive belge près de Hasselt ; les occupants, deux officiers supérieurs allemands, transportaient un original du plan d'opérations allemand pour le front de l'Ouest (invasion du 10 mai 1940).

Voici ce qui s'était passé.

Un officier supérieur allemand avait été chargé de porter à la Kommandantur militaire de Cologne le plan d'opérations (Aufmarschplan) de l'armée allemande sur le front Ouest. A son passage à Munster en Westphalie il rencontra un de ses camarades de la première guerre mondiale, major de l'aviation, qui le supplia d'interrompre son voyage et de fêter convenablement leur rencontre.

Le dîner, très gai, se prolongea outre mesure et l'officier manqua sa correspondance de train de Cologne. Pour rattraper le retard le major aviateur lui proposa de le conduire le lendemain matin (tôt) avec un petit avion.

Le temps devint mauvais dans la matinée et la visibilité minime ; l'avion se perdit dans la nature. En survolant Maastricht (Limbourg hollandais), le pilote crut reconnaître la cathédrale de Cologne. En réalité il faut beaucoup d'imagination pour confondre la célèbre cathédrale allemande et ses deux clochers avec celle de Maastricht beaucoup moins haute.

Le pilote se posa alors un peu plus au Sud, en plein dans la ligne de défense belge.

Les occupants de l'avion furent arrêtés.

Conduits au poste de gendarmerie, les officiers allemands n'eurent pas l'occasion de faire disparaître le dossier secret. L'un d'eux jeta subitement tout le dossier dans le fourneau rouge de chaleur. Mais un gendarme belge eut le courage de retirer tout le paquet, se brûlant sérieusement la main. Les documents étaient déjà consumés sur les bords.

L'E.M. belge fut en mesure de déchiffrer toutes les phrases des textes.

Un de mes amis, bien placé à l'E.M. belge, me communiqua dans les grandes lignes le contenu des documents secrets allemands.

Etant donné que quelque temps auparavant le Roi des Belges avait prononcé un grand discours sur la neutralité de la Belgique - il y avait en 1940 presque autant de troupes belges à la frontière française qu'à la frontière allemande - mon ami n'osa pas me remettre le texte intégral du plan allemand.

Le même soir mes chefs étaient en possession de mon rapport détaillé. La réaction à la réception de ces renseignements fut peu encourageante.

En France, on estimait que le Gouvernement belge était en difficultés politiques et avait " monté " ou " gonflé " cette affaire pour en tirer profit.

Le Commandement pensa comme l'E.M. belge, au moins au début de l'affaire, qu'il s'agissait

d'une intoxication bien présentée par le commandement allemand. L'erreur de navigation du pilote allemand trouva peu de crédit, surtout en raison du transport du plan d'opérations en question.

En Allemagne, Hitler croyant à une trahison, furieux, et surtout en colère contre l'Abwehr et son chef, l'Amiral Canaris (décapité après l'attentat contre le Führer de juillet 1944), voulut faire " liquider " les deux officiers en question.

L'instruction ouverte par la justice et la police, n'apporta pas la preuve d'un acte de trahison prémédité, mais conclut seulement à une négligence grave.

Les documents étaient authentiques et constituaient une nouvelle version du plan Schlieffen.

Le Général von Manstein fut chargé d'élaborer un nouveau plan d'opérations. Par manque de temps et devant l'incrédulité des alliés dont l'E.M. allemand eut rapidement conscience, ce nouveau plan ne se distingua guère de l'ancien.

Deux mois plus tard, l'armée allemande envahissait la Hollande, la Belgique et la France.

L'Offensive Rundstedt de 1944 était également connue à l'avance.

En haut lieu on ne crut donc pas à l'authenticité du plan d'opérations de 1940, pas plus que le Commandement U.S.A. ne crut à l'authenticité du rapport d'un déserteur allemand qui se présenta le 20 octobre 1941 à l'armée soviétique.

J'étais alors officier de liaison auprès d'une " Task-Force " interalliée (SCI) à Spa, chargée de saisir avec les premières troupes les documents de la Gestapo à Aix-la-Chapelle.

Je vois encore maintenant en esprit ce rapport du déserteur allemand qui était bien informé.

Il prédisait l'offensive de von Rundstedt ; il venait de l'Eifel où, sur le Nürburgring étaient concentrées les unités qui devaient participer à cette offensive.

Le déserteur appartenait à l'une de ces unités. Il révéla les objectifs prévus au jour le jour par le Commandement allemand, les axes de marche, l'effort principal sur Bastogne, en vue de la percée du front allié en direction de la Meuse et d'Anvers dans le but de couper les armées du Nord (Belgique et surtout Hollande), des troupes du Sud (Luxembourg et France).

Il fournit toutes les précisions sur les unités allemandes qui devaient prendre part à cette offensive. Le seul détail qu'il ignorait était la date de l'offensive. Elle fut en réalité déclenchée vers la mi-décembre 1944.

Vers Noël je me rendis de Tilburg (Brabant hollandais) en mission à Luxembourg et au lieu de prendre la route directe je dus passer par Rocroi-Longuyon.

A l'aide d'une copie du rapport du déserteur j'étais en mesure de vérifier journallement la progression des troupes allemandes et l'exactitude des renseignements fournis par lui.

Le Commandement américain n'avait nullement renforcé ses troupes face à l'Eifel le long des frontières luxembourgeoises et belges, secteur gardé par quelques postes isolés, lorsque

l'armée von Rundstedt passa à l'attaque. Ndlr : - *Comme pour l'affaire de 1940, " on n'y croyait pas"... Ainsi est illustrée une fois de plus cette fâcheuse tendance des Commandements et Gouvernements d'accorder plus de crédit à ce qui entre dans leurs vues qu'à la réalité lorsqu'elle est présentée par les Services Spéciaux officiels sous un jour qui ne correspond ni aux plans établis ni aux hypothèses scientifiquement échafaudées...*

---

## **Juin 1940- Le C.E. poursuivra la lutte contre « L'AXE » depuis L'A.F.N.**

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Guy Schlessler,Renseignement,Services allemands  
29 octobre 2021

Nous avons maintes fois souligné l'efficacité des mesures prises par nos Services pour assurer, quoiqu'il adienne du sort des armes, la poursuite de leur mission contre l'Axe. L'une des premières mesures consistait à mettre hors d'atteinte de l'ennemi le personnel et les archives indispensables à la lutte contre l'ennemi.Le 20 juin 1940, soit deux jours avant l'armistice de Rethondes, le Commandant PAILLOLE demandait au Chef du B.C.R. (Bureau Central de Renseignements, ancêtre des Bureaux de Sécurité Militaire) de Marseille de mettre en route par bateau, à destination d'Alger, un spécialiste des affaires allemandes, le Capitaine Joseph DOUDOT, le plus remarqué de nos techniciens du C.E. Il devait convoier le double des archives du C.E. français (fichiers et dossiers) constitué à Marseille depuis le 1° septembre 1939 sur l'ordre, extraordinaire de lucidité, du Colonel SCHLESSER Chef du 2 Bureau (S.C.R.).

---

## **Etions nous renseignés en mai 1940 ? - bulletin n 20 -1958**

Category: Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Renseignement  
29 octobre 2021

Dans nos 3 derniers BULLETINS, nous avons publié sur les SERVICES SPÉCIAUX une étude historique dont nos lecteurs ont, sans peine, identifié l'auteur : le plus qualifié en cette délicate matière - nous devrions même écrire le seul -, le Général RIVET. Notre Président d'Honneur a fait apparaître notamment dans notre n° 19 que l'action des SERVICES SPECIAUX (SR. et C.E.) s'était révélée décisive a la veille de la 2ème guerre mondiale.Nous croyons indispensable, aujourd'hui, de démontrer l'oeuvre de Renseignement accomplie magistralement par nos Services jusqu'en 1940.Nous avons donc demandé, une fois de plus, au

Général RIVET, de nous autoriser à publier l'étude qu'il a rédigée sur ce sujet.

---

## Organisation des Services Spéciaux français en 1939

Category: 1935-1940, 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Colonel Paul Paillole, Comment les Services Spéciaux français étaient-ils organisés ?, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Général Guy Schlessler, Général Louis Rivet, Henri Frenay, Renseignement, Services allemands, Services français  
29 octobre 2021

Au cours du Congrès 1973 à Paris, les Anciens des Services Spéciaux membres de l'Amicale effectuent un ultime pèlerinage au 2 bis. Avenue de Tourville, pour les locaux du P.C. du Service de Renseignement et de Contre-Espionnage de 1932 à 1940, avant que les bâtiments du 2 bis ne disparaissent.

Bref rappel historique à propos du Service de Renseignement et de Contre-Espionnage Français.

C'est en 1932 que ce Service a quitté son ancien P.C. au 175, rue de l'Université pour s'installer au 2 bis de l'Avenue de Tourville

### **L' organisation du Service a la veille de la guerre de 1939 :**

*Au rez-de-chaussée :*

**Le Chef de Service :** Colonel RIVET et son Adjoint : Lieutenant-Colonel MALRAISON.

**Administration :** Colonel BERGEAT, puis Commandant MARANDEY.

### **Sections Géographiques du S.R. :**

Section Allemagne : Commandant PERRUCHE, puis Commandant NAVARRE, Capitaines GASSER, BURLEREAU, MERCIER.

Section U.R.S.S. : Commandant JOSSE, M. DELIMARSKI.

Section Midi : Commandant CURET, Capitaine LE TROTTER.

Section « NEMO »: Capitaine CAZIN D'HONONCTUN, Lieutenant LOCHARD.

Section M.G./Avia :

- *Branche M.G.* : Commandant BROCHU, Lieutenant POITOU.

- *Branche Avia* : Commandant FERRAND, puis Lieutenant-Colonel RONIN.

*Au 1er Etage :*

### **Le Contre-Espionnage (S.C.R.) :**

**Chef :** Commandant SCHLESSER. et son Adjoint : Capitaine PAILLOLE.

Section Allemande : Capitaine BONNEFOUS, Lieutenants ABTEY et DARBOU.

Section Italienne : Capitaines OLLE LAPRUNE, et BRUN.

Section « Sécurité » : Capitaine DEVAUX

Points Sensibles : Capitaine POMMIES.

Encres sympathiques : DEVAUX (Daniel). Capitaine ARNAUD.

**Section « Menées Révolutionnaires »**

Commandant SERRE, Capitaine JACQUOT.

*(Cette Section sera détachée au Cabinet du Ministre de la Guerre )*

**Le Chiffre :**

Commandant BERTRAND.

**Courriers extérieurs :**

Le P.C. du 2 bis actionnait 7 Postes sur le territoire national et de nombreux Postes à l'étranger (Attachés militaires adjoints). Les Postes sur le territoire national étaient :

**1°** Le Poste de LILLE ou Bureau d'Etudes du Nord-Est (BENE). Chef : Commandant DARBOU. Adjoint : Capitaine BERNIER. Officier C.E. : Capitaine BERTRAND.

En 1939, ce Poste allait être renforcé par plusieurs Officiers dont le Lieutenant-Colonel Robert DUMAS, auteur de la série des « Capitaine BENOIT » et le Lieutenant RIGAUD.

**2°** Le Poste de METZ ou Bureau d'Etudes Régionales Militaires (B.R.E.M.). Chef : Colonel MANGES, puis Colonel KUNMUNCH. Adjoint : Commandant du CREST de VILLENEUVE.

S.R. : Capitaine LAFON. C.E. : Lieutenant DOUDOT, M. KLEIN.

**3°** Le Poste de BELFORT ou Service des Communications Militaires ( S.C.M. ).

Chef : Commandant LOMBARD. Adjoint : Capitaine SEROT.

C.E. : Capitaine HUGON, M. JOURDEUIL.

**4° MARSEILLE**

Chef : Commandant BARBARO.

C.E. : Capitaine GUIRAUD- (Georges HENRY).

Antenne de Nice : Capitaine GALLIZIA.

**5° TOULOUSE** (créé en 1937).

Chef : Commandant LULLE DES JARDINS.

C.E. : Capitaine d'HOFFELIZE (DOBRE).

**6° ALGER**

Chef : Commandant DELOR.

**7° TUNIS**

Chef : Commandant NIEL.

Les Renseignements collectés par le « 2 bis » étaient transmis pour exportation au 2em Bureau de l'E.M.A. dont le Chef était le Colonel GAUCHE, avec comme Adjoint le Commandant BARIL et comme Chef de la Section Allemande le Capitaine CAROLET.

---

Au cours de la Guerre de 1939- 40, un certain nombre de changements devaient intervenir et

notamment le repli du Poste de METZ sur Paris et la création d'un P.C. avancé dit P.C. Victor à GRETZ (Seine-et-Marne) afin de se rapprocher du Q.G. du T.O. Nord-Est du Général GEORGES.

Le Président National rappelle ensuite les grandes lignes de l'évolution de nos Services après la débâcle de Juin 1940 :

- La décision du Colonel RIVET de poursuivre la lutte après l'Armistice ;
- La mise en place dès le 1er Juillet 1940 des postes clandestins S. R. et T.R. ;
- La création en Octobre des B.M.A. avec leur aspect officiel et leur rôle de couverture, de protection et de fournisseur des postes clandestins. A ce propos, le Colonel PAILLOLE s'élève une fois de plus contre toutes les idées fausses ou malveillantes qui ont encore cours de nos jours sur le rôle joué par les B.M.A., y compris même dans une récente interview de M. Henri FRENAY dont le remarquable livre « La Nuit finira » rend pourtant très objectivement hommage à l'action de nos Services.

Le 24 Août 1942, le Service M.A, est dissous et remplacé par un « Service de Sécurité Militaire » dont le Commandant PAILLOLE prend la direction, cependant que le Commandant LAFON alias VERNEUIL lui succède à la tête du T.R.

Ce sigle S.S.M. est maintenu lorsque le Colonel RIVET recrée à ALGER, après les événements de Novembre 1942, le P.C. du Service sous la nouvelle appellation de D.S.R.-S.M., le S.R. étant coiffé par le Colonel du CREST de VILLENEUVE et le S.S.M, par le Colonel CHRETIEN, en attendant que le Commandant PAILLOLE rejoigne l'Afrique du Nord au début de Janvier 1943:

Puis s'ouvre malheureusement, en marge du conflit GIRAUD - de GAULLE, une guerre des Services entre le D.S.R.-S.M. et le B.C.R.A. Le Général GIRAUD confie au Général RONIN la Direction des Services Spéciaux, D.S.S., puis en Septembre 1943, un compromis intervient avec la nomination à la tête d'une nouvelle Direction coiffant la D.S.R.-S.M. et le B.C.R.A., du Général de Division Aérienne COCHET. Ce dernier démissionne le 20 Novembre 1943.

Enfin, le 27 Novembre 1943, c'est la création d'une Direction Générale des Services Spéciaux D.G.S.S. avec à sa tête M. Jacques SOUSTELLE, candidat du B.C.R.A.

A partir de ce moment débute l'absorption de l'ancien S.R. par le B.C.R.A. avec comme conséquences le départ du Colonel RIVET, promu Général le 13 Avril 1944, du Colonel du CREST de VILLENEUVE et d'autres officiers.

Le S.S.M. subsiste néanmoins, participe comme tel à la Libération, grâce en particulier au S.S.M. Précurseur monté en France par le Colonel NAVARRE, et ne sera touchée qu'en Novembre 1944.

A ce moment intervient une nouvelle réorganisation d'inspiration politique. Le Service de Sécurité Militaire est scindé en deux, cependant que le Colonel PAILLOLE démissionne :

- La S.M. proprement dite confiée au Colonel LABADIE se trouve rattachée au Ministère de la Guerre ;
- Une Direction des Services de Documentation, avec à sa tête le Colonel CHRETIEN, est maintenue au sein de la D.G.E.R. (organisme qui a succédé à la D.G.S.S.).

La nouvelle S.M. s'installe d'abord Boulevard Haussmann, dans un immeuble réquisitionné ;

elle ira plus tard réoccuper les locaux du 2 bis Avenue de Tourville et aura à sa tête le Colonel SEROT, avant que celui-ci ne parte pour le Moyen-Orient où, le 18 Septembre 1948, il tombera aux côtés du Comte Bernadotte sous les balles des tueurs du Groupe Stern.

...

Le Colonel PAILLOLE rappelle brièvement les fondements de base du fonctionnement des Services Spéciaux avant et pendant la Guerre de 1939-1945.

**Avant la guerre**, le Décret Ministériel de Février 1938 fixait les attributions respectives en matière de sécurité du Ministère de la Guerre et du Ministère de l'Intérieur.

- Le Ministère de la Guerre avait à sa charge la recherche du Renseignement et le Contre-Espionnage hors des frontières du territoire national.

- Le Ministère de l'Intérieur avait les mêmes attributions sur le territoire national, d'où la création d'un Service spécialisé dit de « Surveillance du Territoire » avec à sa tête le Contrôleur Général CASTAING ....

**En temps de guerre**, les attributions respectives de l'autorité militaire et de l'autorité civile étaient régies par la Loi de 1889 sur l'Etat de Siège. L'Autorité Militaire étant investie des devoirs de police, un certain nombre de bureaux spécialisés (B.C.R.) devaient être créés sur le territoire utilisant le concours de la Police par voie de réquisition.

**Au cours de la Guerre 1939-1940**, le Territoire fut divisé en 2 zones : la zone des Armées et la zone de l'Intérieur, avec des juridictions différentes.

..., Après avoir évoqué la situation spéciale de la zone non occupée de l'Armistice de 1940 à Novembre 1942, le Colonel PAILLOLE s'arrête plus longuement sur le cas de l'A.F.N. au lendemain du débarquement allié.

Dans cette partie du territoire national ayant pleinement recouvré sa souveraineté et érigée en « Zone des Armées », l'Autorité Militaire avait les devoirs de police qu'il incombait à la D.S.M. de mettre en application.

Le terrain avait déjà été préparé dès 1940 sous le « proconsulat » du Général WEYGAND grâce au Colonel CHRETIEN et au Colonel NAVARRE, Chef du 2e Bureau. Toutefois, il y avait encore de nombreuses lacunes dues en particulier à l'absence des Services Centraux.

Implantée à Alger, la D.S.M. est devenue rapidement un Service très important, à la fois en Afrique du Nord et en Métropole occupée, grâce au S.S.M. Précurseur du Colonel NAVARRE. **C'est ce qui a permis d'obtenir des Alliés que la sécurité sur le territoire national incombe à la Libération à l'Autorité Française.**

---

# LES SERVICES SPÉCIAUX FRANÇAIS DANS LES CONFLITS D'OUTRE-MER 1945-1956 (5)

Category: 1945-1954,Extraits de bulletin,Guerre d'Indochine (1946-1954)  
29 octobre 2021

LA FRANCE ET LE CONFLIT FRANCO-VIET MINH-L'ÉPANOUISSEMENT DU C.E.  
OPÉRATIONNEL

---

## 1940-1944 : Pourquoi et comment est née la sécurité militaire ?

Category: 1935-1940,1940-1942,1940-1944 : Résistances en France,1942-1945,Affaire Amiral Darlan,BCRA,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Où étaient les agents des Services spéciaux avant 1942 ?,Renseignement,Services allemands,Services français  
29 octobre 2021

*Depuis plusieurs semaines, sur la demande des autorités allemandes, Laval exigeait la dissolution des Bureaux des Menées Antinationales (B.M.A.) et le " limogeage " de leurs chefs : Rivet et d'Alès en tête.Ce nettoyage des Services Spéciaux de l'Armée de l'Armistice s'effectuait dans le cadre d'une opération plus générale de lutte contre les organisations de Résistance Militaire.*

**par le Colonel Paul PAILLOLE**

*J'entends et lis, à propos de la Sécurité Militaire, tant d'inexactitudes, parfois aussi tant d'inepties, que, dans l'intérêt de la vérité et pour l'honneur de mes camarades qui en firent un grand service national, je me dois de retracer une fois encore, les raisons et les circonstances de sa création.*

C'était en juillet 1942.

Depuis plusieurs semaines, sur la demande des autorités allemandes, Laval exigeait la dissolution des Bureaux des Menées Antinationales (B.M.A.) et le " limogeage " de leurs chefs : Rivet et d'Alès en tête.

Ce nettoyage des Services Spéciaux de l'Armée de l'Armistice s'effectuait dans le cadre d'une opération plus générale de lutte contre les organisations de Résistance Militaire. Du Vigier, Chef du 3ème Bureau et père des G.A.D. (Groupes d'Auto-Défense), Baril, Chef du 2ème

Bureau, et bien d'autres, disparaissaient de l'État-Major de l'Armée de Terre ; Ronin, malgré l'habile protection du général Bergeret, devait mettre en veilleuse son S.R. Air. Seul le S.R. Marine sortait à peu près indemne de la vague épuratrice. Il est vrai qu'à cette époque, ce n'étaient pas les aviateurs mais les marins qui occupaient les postes de confiance...

En juin et juillet 1940, j'avais créé le Service de Contre-Espionnage clandestin, camouflé, avec l'aide du Génie Rural, dans l'entreprise des Travaux Ruraux (T.R.). Notre action contre les puissances de l'Axe et la Trahison s'était poursuivie et développée avec une vigoureuse efficacité grâce à la protection des B.M.A. et à leur rôle décisif dans l'appareil répressif militaire.

A n'en pas douter, c'était ce rôle répressif et la confortable " couverture " que les B.M.A. nous offraient qui gênait les Allemands et que Laval n'entendait pas tolérer.

Rivet me fit appeler.

Avec d'Alès et lui, nous examinâmes les conséquences de cette décision et les mesures à prendre pour en atténuer les effets maléfiques.

Certes, les B.M.A., héritiers des B.C.R. (1), avaient une existence précaire depuis que l'Autorité Militaire avait été, en février 1941, déchargée des Pouvoirs de Police. Elle n'avait plus, pour justifier le maintien de ces organismes, que de mauvais prétextes ; les vrais, encore que soupçonnés par les autorités de fait, demeuraient invouables.

Si, dans cette conjoncture, l'Armée de l'Armistice, en tant que telle, pouvait à la rigueur (comme l'Armée du temps de Paix), se passer des Services de Contre-Espionnage Spécialisés, nos réseaux militaires clandestins de recherches ne pouvaient sans dommage être privés de leur meilleure protection. Quant au C.E. clandestin (T.R.) il ne pouvait renoncer à l'exploitation judiciaire de son travail sur le territoire national. L'un des principes essentiels de notre lutte était précisément de maintenir en France, face aux puissances occupantes, la répression impitoyable de la trahison à leur profit. On sait que les Tribunaux Militaires de la zone sud condamnèrent ainsi plusieurs centaines d'agents de l'Axe dont quarante-deux à la peine de mort.

Faute de pouvoir directement " embrayer " sur la Justice Militaire pour assurer cette action répressive, force était à T.R. de disposer d'un intermédiaire sûr au sein même de l'Armée.

Enfin, élément capital, je savais l'inéluctable et proche action alliée en A.F.N. Il fallait que cette opération décisive soit effectuée avec un maximum de sécurité en matière de C.E. et que les Alliés trouvent dans les territoires libérés, un service organisé capable de remplir les missions de protection qu'exigeraient les circonstances et d'ôter tout prétexte, sinon l'envie, aux services de sécurité amis de s'immiscer dans les affaires françaises.

Je me doutais, au surplus, que l'Armée française d'Afrique, jointe aux Forces Françaises Libres, reprendrait aux côtés des Alliés la lutte contre l'Axe. Il fallait que cette armée possède les moyens élémentaires pour neutraliser les entreprises occultes de l'ennemi et aussi, dans l'hypothèse probable de la remise des Pouvoirs de Police à l'Autorité Militaire, qu'elle dispose d'un organisme propre à seconder le Commandement dans l'exercice de telles attributions.

Toutes ces raisons impliquaient l'existence officielle au sein de l'Armée d'un Service à définir, ainsi que le transfert en A.F.N. d'un personnel supplémentaire qualifié et d'éléments d'archives suffisant pour faire face à la situation nouvelle qu'allait créer le débarquement allié.

En Métropole, où le nouvel organisme devait échapper à l'attention des autorités allemandes et aux investigations parfois trop zélées de policiers français, la limitation à un ou deux par Division Militaire du nombre des officiers apparemment habilités à traiter des problèmes dits de " Sécurité " était indispensable. Les militaires des B.M.A. dissous, du moins ceux connus pour leur compétence et la rectitude de leurs convictions patriotiques, devaient constituer sans plus tarder les noyaux d'un autre Service clandestin apte à fournir les cadres des organismes officiels de C.E. que la Libération du Territoire devait révéler.

---

Tel fut le point de départ de la création des SERVICES DE SECURITE MILITAIRE.

---

Si je me suis quelque peu étendu sur les raisons et les circonstances de cette création, c'est qu'il m'apparaissait essentiel de montrer que jamais nulle autre préoccupation ne nous effleura que de mettre notre Service en condition pour faire face à sa seule mission : NEUTRALISER LES ENTREPRISES OCCULTES DE L'ENNEMI, EN PROTEGER L'ARMEE, ET AUSSI LA NATION TOUT ENTIERE, CONFORMEMENT A LA LOI.

Pour établir ce postulat, il me reste à dire quelques mots de la vie du S.S.M.

Rivet et d'Alès jugèrent que je devais en prendre la responsabilité.

J'étais atterré.

La tâche me paraissait immense et redoutable. Elle impliquait que je devais renoncer au Commandement direct du réseau T.R. où tant de sujets de satisfaction m'étaient prodigués. Tôt ou tard je devrais quitter la France encore occupée et ne plus partager l'existence de mes camarades métropolitains.

Mes objections furent vaines. J'acceptai finalement lorsque, pour me seconder à la tête de T.R., Rivet me donna Laffont et lorsque Bonnefous voulut bien m'assurer qu'il s'adjoindrait à moi, pour mettre sur pied l'organisation nouvelle.

Il restait à convaincre l'État-Major de l'Armée et le Commandant en Chef de la nécessité de donner au S.S.M. cette existence discrète, mais officielle.

Les généraux Verneau (2) et Olleris (3) , Chef et Sous-Chef de l'E.M.A., admirent d'enthousiasme la solution. Elle convenait à leur conception de la résistance militaire et au rôle qu'ils entendaient confier aux Services de C.E.

Le Général Revers et l'Amiral Battet auprès de Darlan firent le reste. Il est vrai que l'Amiral Commandant en Chef se faisait un malin plaisir de contrecarrer les volontés de Laval et que déjà son comportement se teintait de résistance...

Le 24 août 1942 une décision non publiée consacrait officiellement la naissance des Services de Sécurité Militaire. J'en restai le Chef jusqu'au 18 novembre 1944.

A peine avions-nous eu le temps, Bonnefous, mes collaborateurs (4) et moi de jeter dans les trois Armées (Terre - Mer - Air) les bases de cette organisation, à peine avec Chrétien (5), avions-nous eu le temps d'étoffer nos moyens en A.F.N. que le débarquement du 8 novembre 1942 intervint.

Il provoqua, on le sait, avec mon départ pour Alger la réalisation d'un organisme de Contre-Espionnage centralisé avec :

- Un service de recherches et d'action C.E. (T.R.);
- Un service d'exploitation C.E. et de protection contre les entreprises occultes de l'ennemi.

(Le S.S.M. englobait en outre la surveillance du Territoire et la Sûreté aux Armées.)

Cette Sécurité Militaire était organisée territorialement dans les zones libérées. Elle disposait d'éléments spécialisés dans toutes les grandes unités. Dans les territoires occupés par l'ennemi le S.S.M. clandestin, dont le Général Navarre fut le Chef, préparait la tâche des B.S.M. libérateurs.

Tout ce monde fut doté en temps utile des moyens indispensables à son travail : documents techniques et administratifs, archives, fonds, etc. Ce ne fut pas une mince affaire. Les textes d'avant-guerre n'avaient pas prévu la situation qui était la nôtre. La bonne volonté ne suppléait pas à l'incompétence de ceux qui prétendaient gouverner. Les finances étaient maigres, les liaisons difficiles, et rare le personnel de qualité. Et puis, il faut l'avouer, les rivalités nées de la trop longue opposition entre Giraud et de Gaulle créaient une ambiance lourde où la méfiance paralysait trop souvent les meilleurs et les plus désintéressés d'entre nous.

Pourtant, de mon P.C. d'El Biar où tant de Généraux commandant de grandes unités vinrent travailler avec moi : Chouteau, H. Martin, du Vigier, Leclerc, Brosset, Granier, etc., je pus mettre sur pied les services indispensables à la Sécurité des Forces de débarquement.

A Londres, avec le Général Bedell-Smith, Chef d'E.-M. d'Eisenhower, et Cheen, chef de son 2ème Bureau, je pus élaborer les conditions de travail des Services de C.E. alliés dans le respect de la souveraineté française.

J'étais intransigeant quant au respect par autrui de nos responsabilités et de nos missions. Réciproquement je ne pouvais admettre une ingérence quelconque du S.S.M. dans des domaines qui ne lui appartenaient pas.

La situation délicate, douloureuse parfois, dans laquelle se trouvait l'Armée du fait des querelles qui divisaient ses Sommets, me faisait tout spécialement un Devoir d'interdire plus que jamais les instructions politiques dans mes services, ou par leur intermédiaire.

C'est parce que malgré les tentations, malgré certaines provocations, le S.S.M. sut généralement respecter cette règle et laisser au Commandement, à chaque échelon, ses responsabilités et ses prérogatives dans la recherche de l'état d'esprit et la protection du

moral de sa troupe, qu'il gagna cet élément décisif de son efficacité que fut la confiance de l'Armée et de ses Chefs.

Aussi bien, le 24 avril 1944 (6) à Alger, le général de Gaulle, Président du Comité Français de Libération, avait personnellement rendu officielle cette conception exclusive et rigoureuse de notre rôle technique. Chef des Armées, il savait bien que l'Autorité du Chef ne se disperse pas. Il avait aussi compris que l'efficacité des Services de Sécurité Militaire ne pouvait souffrir d'équivoque quant au sens et aux points d'application de leurs missions.

---

Novembre 1944.

La France est libérée. La Victoire est proche.

Pour des raisons que je n'analyserai pas ici, les Services de Sécurité Militaire sont dispersés, mutilés, séparés de T.R., source de leur vie, raison de leur existence.

Je ne peux comprendre ni admettre cette transformation anarchique du Contre-Espionnage en temps de guerre. Je ne peux davantage transiger sur ma conception de notre rôle de soldats au sein des Services Spéciaux.

Je pars.

Un an après je quitterai l'Armée.

(1) *Bureaux de Centralisation des Renseignements mis sur pied à la mobilisation dans chaque Région Militaire pour lutter contre les entreprises occultes de l'ennemi.*

(2) *Mort en déportation*

(3) *Déporté et décédé*

(4) *Dont Serot qui créa la Sécurité Air, Delmas, Héliot morts en déportation.*

(5) *Chef des Services de C.E. en A.F.N.*

(6) *D.M. N° 8.000 SSM/Org du 24 avril 1944.*

---

**La saga "Verneuil": Roger Lafont une**

## **grande figure du contre espionnage français-bulletin 160-1993**

Category: Extraits de bulletin  
29 octobre 2021

Sous le titre « La Saga Verneuil », le Colonel Bernard expose les conditions difficiles dans lesquelles Lafont, Colonel Verneuil prit la tête de notre réseau de C.E. et l'œuvre accomplie avec une maîtrise exceptionnelle.

---

## **Le C.E. Clandestin (T.R.) d'août 1942 au 11 novembre 1942- bulletin 155-1992**

Category: Extraits de bulletin  
29 octobre 2021

Avec la remarquable étude de notre camarade, le Colonel Paul Bernard, sur l'œuvre du Colonel Lafont (dit Verneuil) à la tête de nos Services de Contre-Espionnage clandestins (T.R.) d'août 1942 à la Libération, et creusant son travail historique, le Colonel Bernard revient sur les conditions dans lesquelles Verneuil prit en août 1942 la direction de ce réseau. Il donne ensuite un récit vivant de ce que fut sa propre existence dans le P.C. clandestin de Verneuil à Marseille jusqu'à l'envahissement de la zone dite libre par la Wehrmacht, le 11 Novembre 1942.